

Berne, le 7 juin 2023

Heinz Eng, directeur générale adjoint : 079 212 17 72
Dr. Michael Weber, président : 079 236 18 68

Lettre accompagnant la prise de position concernant la consultation relative à la modification de l'Ordonnance du DEFR sur le stockage obligatoire d'aliments et de fourrages (RS 531.215.111)

Mesdames, Messieurs,

veuillez trouver ci-joint la prise de position détaillée de la coopérative réserve suisse (en allemand) concernant la consultation relative à la modification de l'ordonnance du DEFR sur le stockage obligatoire d'aliments et de fourrages (RS 531.215.111).

La coopérative réserve suisse (ci-après rs) fournit des services en rapport avec l'importation, le stockage et la transformation de denrées alimentaires et de fourrages. Elle a été mandatée par la Confédération de surveiller l'organisation, la gestion et le financement des stockages obligatoires et représente à l'égard de tiers les intérêts des entreprises commerciales et de production soumises au stockage obligatoire.

1. La position de réserve suisse

rs rejette le projet de modification de l'ordonnance dans sa forme actuelle. D'une part, nous mettons en doute l'utilité du modèle d'approvisionnement à trois niveaux qui a fait l'objet d'une révision, d'autre part nous émettons des réserves spécifiques quant à la faisabilité voire à l'applicabilité de la proposition du DEFR concernant les familles de produits Céréales et Riz. En outre, rs demande la mise en œuvre d'une analyse des coûts/bénéfices plus approfondie et mieux argumentée de toutes les propositions présentées.

2. Motivation du rejet

Le présent projet de modification de l'ordonnance et les changements de quantités concernant les familles de produits Céréales et Riz résultant de ce projet impliquent une charge supplémentaire supérieure à la moyenne au niveau de la rotation des denrées alimentaires stockées, ainsi que des investissements considérables dans la mise en place d'une infrastructure de stockage supplémentaire. Le système actuel de stockage obligatoire qui s'appuie sur le principe de subsidiarité propre à la Suisse a pour avantage que les réserves obligatoires sont intégrées dans les chaînes de création de valeur de l'industrie alimentaire et sont donc économiquement rentables. Du point de vue de rs, la proposition du DEFR fait toutefois obstacle à ce que les réserves obligatoires puissent continuer à faire partie intégrante des activités entrepreneuriales des propriétaires des réserves obligatoires de façon raisonnable sur le plan économique.

Le rejet de la présente proposition est motivé comme suit : 1.) La mise en œuvre n'est pas compatible avec les processus opérationnels des entreprises concernées. 2.) Absence de garanties quant à la rentabilité des infrastructures de stockage pour les produits soumis au stockage obligatoire, qui doivent être préfinancées par les propriétaires des réserves obligatoires.

2.1. Rejet de la proposition relative aux céréales sans gluten : riz (art. 3a, al. 2)

Il n'est plus possible d'intégrer de manière rentable la quantité exigée de céréales sans gluten telles que le riz ou le maïs dans les processus opérationnels des entreprises concernées, car cette quantité de riz correspond pratiquement aux besoins annuels. En raison de la situation du marché et de la capacité de production, il est donc impossible de garantir la rotation d'une telle quantité. En outre, les propriétaires des réserves obligatoires concernés ne disposent pas d'une infrastructure de stockage permettant de stocker 24'600 tonnes de riz supplémentaires.

2.2. Rejet de la proposition relative aux céréales à double usage (art. 3a, al. 1)

rs considère qu'il est impossible de maintenir la totalité des réserves obligatoires de fourrages hautement caloriques sous forme de céréales à double usage.

L'intégration des quantités supplémentaires de céréales à double usage dans les processus opérationnels des entreprises concernées n'est pas garantie. Dorénavant, la quantité annuelle de rotation couvrirait environ 50 % de la demande en blé meunier, ce qui nécessiterait l'utilisation d'une grande partie des ressources de l'entreprise pour la gestion des réserves obligatoires.

Le rapport explicatif sous-estime considérablement les besoins en investissements nécessaires à l'extension de l'infrastructure de stockage. Le rapport indique à juste titre que l'augmentation prévue nécessite la construction d'une capacité de stockage supplémentaire d'environ 245'000 tonnes pour le stockage de marchandises soumises à l'obligation de stockage. Toutefois, la nouvelle exigence quant au remplacement de toutes les céréales fourragères par des céréales à double usage implique également un besoin supplémentaire en infrastructure de stockage d'une entreprise. En effet, même si la suppression de l'obligation de stockage est prévue, ces matières premières pour fourrages requièrent des capacités de stockage. Les entreprises ne disposent pas encore des capacités de stockage correspondantes. La proposition de transformer la totalité des céréales fourragères en céréales à double usage implique donc non seulement des processus d'échange coûteux, mais aussi une pénurie de capacité de stockage supplémentaire (environ 150'000 tonnes). Bien que le rapport explicatif relatif à la consultation aborde brièvement ce point (page 24), cette pénurie des capacités de stockage n'est pas prise en compte dans le calcul des besoins en investissements. Considérant que les coûts d'investissement s'élèvent à environ 1'000 CHF par tonne, les investissements dans l'infrastructure de stockage nécessaires pour l'économie dans son ensemble augmentent d'environ 150 millions de CHF pour atteindre quelque 395 millions de CHF, qui doivent être autofinancés en totalité par les propriétaires des réserves obligatoires concernés.

2.3. Rejet de la proposition relative aux fourrages protéagineux (art. 4, al. 1)

Il est difficile à imaginer que la réduction drastique du nombre de porcs et de volailles dans une situation de pénurie grave telle qu'elle est présentée dans le rapport explicatif puisse être mise en oeuvre pendant ce laps de temps. Par conséquent, la réduction des stocks obligatoires de fourrages protéagineux doit être revue à la baisse.

2.4. Rejet partiel de la proposition relative aux huiles et graisses alimentaires (art. 3, al. c)

Dans l'esprit d'une stratégie d'approvisionnement aussi uniforme que possible pour toutes les familles de produits, rs se prononce en faveur d'une augmentation des quantités actuelles des réserves obligatoires (actuellement 35'500 tonnes) à 40'000 tonnes au lieu de 44'000 tonnes (voir également le contre-projet ci-dessous). La proposition de rs s'inscrit dans la stratégie globale relative aux réserves obligatoires d'aliments et de fourrages. Cette augmentation de la quantité de réserves obligatoires est compatible avec les processus opérationnels de la branche concernée.

2.5. Rejet de la proposition relative au café

L'augmentation de la réserve obligatoire de café de 18'750 tonnes à 20'640 tonnes est rejetée par rs faute de justification de la part du DEFR. Le stock obligatoire est ajusté annuellement à la quantité requise, comme c'était le cas jusqu'à présent.

3. Approbation de la proposition relative au sucre

rs approuve le maintien du stock obligatoire de sucre. Le stock obligatoire est ajusté annuellement à la quantité requise, comme c'était le cas jusqu'à présent.

4. Modèle d'approvisionnement : des hypothèses discutables¹

4.1. Stocks obligatoires basés sur le scénario du pire

Les hypothèses du modèle de calcul des réserves obligatoires par l'Approvisionnement économique du pays ont donné lieu à une critique majeure de la présente proposition. Le modèle se base, entre autres, sur le scénario du pire, à savoir l'arrêt total des importations de denrées alimentaires pendant douze mois ou plus. En conséquence, les stocks obligatoires nécessaires sont considérés comme trop importants. La définition d'une pénurie grave en raison d'un arrêt total des importations n'est pas pertinente, car il n'existe pas de précédents historiques, et aucun argument n'est avancé pour expliquer pourquoi il faut s'attendre davantage à un arrêt total des importations à l'avenir. L'hypothèse d'un arrêt partiel des importations alimentaires est plus réaliste.

En outre, il est incompréhensible que le DEFR fonde le calcul des besoins sur la consommation des années 2013 à 2017/18 et non sur des chiffres plus récents.

4.2. Absence de vision économique globale

Le rapport stipule que les chaînes de valeur sont devenues plus globales et plus complexes et que les risques sont à présent plus variés. C'est pourquoi il convient d'analyser le secteur dans le contexte économique global au lieu de l'étudier de manière isolée. Il est incohérent d'augmenter uniquement la durée d'approvisionnement dans le secteur alimentaire, car le secteur requiert d'autres ressources (énergie, engrais, semences, produits phytosanitaires et capacités de transformation). Si ces facteurs de production ne sont pas disponibles pendant une longue période, l'augmentation prévue dans le domaine de l'alimentation ne contribuera guère à renforcer la sécurité de l'approvisionnement.

4.3. Horizon temporel de long terme

En raison de la nécessité de construire l'infrastructure de stockage correspondante, il faut compter une à deux décennies pour la mise en œuvre de la proposition du DEFR. Cette infrastructure de stockage construite explicitement pour les réserves obligatoires doit ensuite pouvoir être exploitée pendant toute la durée d'amortissement (environ 33 ans). Dans le rapport explicatif, les implications du horizon temporel d'environ 50 ans ne sont pas suffisamment appréciées.

5. Contre-proposition relative au renforcement de la sécurité de l'approvisionnement¹

rs approuve l'orientation générale du rapport explicatif du DEFR qui stipule que la sécurité d'approvisionnement peut être augmentée. Il est toutefois essentiel de faire en sorte que le système de stockage obligatoire reste ancré dans l'économie également à l'avenir. C'est pourquoi nous proposons d'augmenter les quantités afin de permettre de couvrir les besoins de la population suisse pendant quelque six mois, conformément au modèle d'approvisionnement du DEFR (c'est-à-dire en tablant sur une consommation restreinte). Une augmentation correctement dimensionnée est compatible avec les processus opérationnels des branches concernées. La contre-proposition est présentée dans le tableau ci-dessous (page 4).

rs estime que les besoins de base en céréales sans gluten (riz) sont moins importants que ce que préconise le rapport explicatif. La proposition de rs garantit un stock de céréales convenant à l'alimentation humaine qui permet de nourrir la population pendant au moins six mois à condition d'une consommation limitée (remplacement des importations de céréales manquantes et remplacement des importations de denrées alimentaires non soumises à l'obligation de stockage). Le maintien des réserves obligatoires de céréales fourragères complète la sécurité d'approvisionnement dans le domaine de « l'alimentation ».

¹Voir également la section « Remarques générales » dans la prise de position de réservesuisse

En utilisant les mêmes bases de calcul des coûts que dans le rapport explicatif, on obtient des coûts nettement inférieurs à la proposition du DEFR (voir tableau). Le montant nécessaire au financement de l'augmentation requise des quantités est revu à la baisse et ne représente plus que quelque 53 millions de CHF. Le delta des coûts annuels de stockage est inférieur d'environ 11,5 millions de CHF. Les coûts d'investissement pour les infrastructures de silos supplémentaires nécessaires se situent toutefois dans un ordre de grandeur d'environ 80 millions de CHF.

Il convient de préciser à cet endroit que l'augmentation de réserves obligatoires entraîne dans tous les cas un besoin accru de moyens financiers. Le financement par le biais de l'augmentation de la part de capital propre (revalorisation des marchandises) n'est toutefois pas envisageable pour les entreprises concernées, car la charge financière liée à l'augmentation des réserves obligatoires est déjà énorme sans revalorisation. Dans le domaine de « l'alimentation », un financement durable et solide du stockage obligatoire n'est que partiellement assuré. L'augmentation des réserves financières du fonds de garantie pourrait y contribuer de manière simple et importante. Il apparaît clairement que l'augmentation des réserves obligatoires rend la question du financement encore plus importante.

Famille de produits	Quantité effective (en tonnes)	Modification (en tonnes)	Augmentation des quantités (en millions CHF)	Δ Coût du stockage (en millions CHF)	Coût de l'infrastructure (en millions CHF)
Huiles alimentaires	35'500	4'500	14.8	0.8	
Riz	16'400	4'100	4.9	0.6	
Céréales destinées à l'alimentation humaine	183'000	0	-	-	
Fourrages hautement caloriques	300'000	80'000	21.5	5.6	env. 80'000 m ³
- Céréales panifiables	150'000	80'000			80
- Céréales fourragères	150'000	0			
Fourrages protéagineux	93'000	-15'000	- 10.2	- 1.5	
Café	18'750	0	-	-	
Sucre	55'000	0	-	-	
			31.0	5.5	80

Alors que la réalisation physique de l'augmentation des réserves obligatoires de riz et d'huiles alimentaires nécessitera probablement moins de 5 ans, il faut compter au moins 10 à 15 ans pour la constitution complète des réserves obligatoires de céréales en raison de l'importance des projets de construction. La proposition de rs entraîne donc l'immobilisation des ressources opérationnelles et financières des entreprises concernées pendant une période considérable.

Pour les entreprises, l'augmentation prévue des réserves obligatoires implique en outre des investissements dans la construction d'infrastructures, dont la rentabilité dépend fortement du maintien du système de stockage obligatoire. C'est pourquoi la Confédération doit s'engager au niveau juridique à utiliser ces infrastructures de silos supplémentaires pour stocker des réserves obligatoires au moins pendant la période d'amortissement (33 ans). Le cas des fourrages protéagineux montre clairement qu'il n'y a aucune garantie à l'état actuel et que cela doit changer impérativement, car une garantie est indispensable.

Compte tenu de la situation de départ, rs estime qu'il convient d'examiner un assouplissement des quantités de réserves obligatoires concernant la famille de produits Céréales. D'une part, un assouplissement permettrait de réduire le besoin d'investissement pour de nouvelles infrastructures de stockage obligatoire, car le besoin maximum en capacité de stockage pour l'ensemble de l'économie

serait moins important. D'autre part, il serait possible de desserrer le corset imposé aux entreprises (à savoir une quantité fixe de réserves obligatoires et des critères de libération rigides dans un environnement d'approvisionnement dynamique (fluctuations des récoltes, marchés internationaux)), ce qui augmenterait les capacités d'exploitation des entreprises. Globalement, une telle mesure permettrait de rendre le système de stockage obligatoire plus solide. La faisabilité des mesures concrètes doit toutefois être vérifiée avec les propriétaires des réserves obligatoires.

Si vous souhaitez un complément d'information ou davantage d'explications, le secrétariat de la coopérative réservesuisse se tient volontiers à votre disposition.



Dr. Michael Weber
Président



Heinz Eng
Directeur générale adjoint

Vernehmlassung Änderung der Verordnung des WBF über die Pflichtlagerhaltung von Nahrungs- und Futtermitteln (SR 531.215.111)

Stellungnahme von

Kategorie des Stellungnehmenden:

- Kanton
- Gemeinde
- Partei
- Branchenverband / Interessensverband aus der Land- und Ernährungswirtschaft
- Branchenverband / Interessensverband aus einem anderen Wirtschaftsbereich
- Unternehmung aus der Land- und Ernährungswirtschaft
- Unternehmung aus einem anderen Wirtschaftsbereich
- Wissenschaft
- Privatperson
- Weitere - privatrechtliche Genossenschaft / Pflichtlagerorganisation

Name / Firma / Organisation / Amt : réservesuisse genossenschaft
Abkürzung der Firma / Organisation / Amt : rs
Adresse, Ort : Schwanengasse 5+7, 3001 Bern
Kontaktperson : Heinz Eng / Michael Weber
Telefon : 031 328 72 30
E-Mail : heinz.eng@reservesuisse.ch
Datum : 7. Juni 2023

Wichtige Hinweise:

1. Wir bitten Sie, keine Formatierungsänderungen im Formular vorzunehmen.
2. Die Ziffern im Antwortformular beziehen sich auf den Verordnungstext.
3. Ihre elektronische Stellungnahme senden Sie bitte als **Word**-Dokument bis am 11. August 2023 an folgende E-Mail-Adresse:
vernehmlassung@bwl.admin.ch

Inhaltsverzeichnis (analog Erläuternder Bericht zur Eröffnung des Vernehmlassungsverfahrens)

SR 531.215.111: Art. 3 Ziffer c (betrifft die Öle/Fette)	3
SR 531.215.111: Art. 3a Abs. 1 (betrifft das Getreide generell)	5
SR 531.215.111: Art. 3a Abs. 2 (Glutenfreies Getreide)	7
SR 531.215.111: Art. 4 Abs. 1 (Proteinträger)	10
SR 531.215.111: Art. 4 Abs. 2 (Rohproteinäquivalent)	11
Allgemeine Bemerkungen	12

SR 531.215.111: Art. 3 Absatz c (betrifft die Öle/Fette)

Erhöhung des Pflichtlagers um rund 10'000 Tonnen (von heute 35'583 Tonnen auf 44'000 Tonnen)

Sind Sie mit Art. 3 Absatz c einverstanden?

- Ja
- Nein (bitte unten ausführlich begründen)
 - aus strategischer Sicht
 - aus finanzieller Sicht
 - aus logistischer Sicht
 - weitere Anmerkungen

Strategische Sicht

Obwohl der mengenmässige Aufbau mit den betrieblichen Abläufen der Branche theoretisch vereinbar ist, ist von einer Erhöhung auf 44'000 Tonnen aufgrund von einer einheitlichen Versorgungsstrategie abzusehen (siehe Allgemeine Bemerkungen).

Die Erhöhung des Pflichtlagers muss gestaffelt innerhalb einer Revisionsperiode (4 Jahre) zu Jahresschritten von rund 1'200 Tonnen vorgenommen werden.

Die im erläuternden Bericht dargestellte Versorgungsstrategie hat zur Folge, dass in einer schweren Mangellage nur ein marginaler Teil der Energie über pflanzliches Fett aufgenommen wird. Der Grossteil der Fettenergie soll aus tierischen Fettquellen kommen. Gemäss erläuterndem Bericht ist der Hauptgrund dafür, dass die Inlandsproduktion bei tierischem Fett ausreichend gross ist, um den Bedarf zu decken, sodass keine Pflichtlager nötig sind. Hierbei spielt auch der radikale Abbau der Tierbestände eine wichtige Rolle, weil dadurch das Angebot an tierischem Fett in einer schweren Mangellage kurzfristig bis mittelfristig sogar noch steigen dürfte. Aufgrund von Bedenken gegenüber dem versorgungstechnischen Nutzen des schnellen Abbaus der Tierbestände sowie gegenüber den ernährungsphysiologischen Auswirkungen des praktischen Konsumstopps von pflanzlichen Fetten in einer schweren Mangellage, schlagen wir eine Aufstockung der Pflichtlager für Speiseöle und -fette von rund 4'500 Tonnen vor.

→ **Siehe Vorschlag réservesuisse unter Allgemeine Bemerkungen.**

Finanzielle Sicht

Die Kosten von einmalig CHF 28.0 Mio. (Aufwand für den vom WBF vorgeschlagenen Warenaufbau von 8'000 Tonnen) und die wiederkehrenden zusätzlichen Lagerentschädigungen von rund CHF 1.5 Mio. sind hinsichtlich der Finanzierung zu analysieren.

Die benötigten finanziellen Mittel sind momentan im Garantiefonds Speiseöle nicht vorhanden, um die Aufstockung finanzieren zu können. Diese Finanzierung muss über eine Erhöhung des Garantiefondsbeitrages und/oder über eine teilweise Aufwertung der Pflichtlager (Erhöhung Eigenkapitalanteil der Pflichtlagerhalter am Warenwert) erfolgen. Die Finanzierung über die Aufwertung belastet die Pflichtlagerhalter einseitig, reduziert ihre Liquidität und hat Einfluss auf die Eigenkapitalquote. Diese Art

	<p>der Finanzierung ist zu Ungunsten der Pflichtlagerhalter. Deshalb muss die Äufnung der Garantiefonds primär über erhöhte Garantiefondsbeiträge erfolgen.</p> <p>Beurteilung: Die Erhöhung der Garantiefondsbeiträge zu Lasten der Zollbelastung dauert eine gewisse Zeitspanne. Dafür bleibt die Grenzbelastung WTO-konform. Die gezielte Erhöhung der Garantiefondsbeiträge zu Lasten der Zollabgaben ist im Rahmen des LVG (SR 531) Artikel 19 vorgesehen, indem die Garantiefondsbeiträge den Zöllen vorgehen.</p>
Logistische Sicht	<p>Obwohl die Systemkapazitätsgrenze, d.h. die Integration der Pflichtlagermengen in die bestehenden betrieblichen Abläufe der Unternehmen, mit der Erhöhung der Pflichtlagermenge um 8'000 Tonnen noch nicht erreicht wird, würde die Rotation der zusätzlichen Lagermenge eine Herausforderung darstellen, da die re-raffinierten Produkte in die Transformationsprozesse zu überführen sind. Das Überschreiten der Systemkapazitätsgrenze ist in allen Fällen zu verhindern, um die unternehmerische Handlungsfreiheit zu gewährleisten und damit die Resilienz des Gesamtsystems beizubehalten.</p>
Weitere Anmerkungen	<p>Die Substitution von pflanzlichem durch tierisches Fett ist nur im absoluten Krisenfall eine Option. Bei normalen Pflichtlagerfreigaben stellt eine solche Substitution keine Option dar.</p>

SR 531.215.111: Art. 3a Abs. 1 (betrifft das Getreide generell)

Erhöhung des Pflichtlagers um rund 250'000 Tonnen (von heute 507'900 Tonnen auf 755'000 Tonnen)

Sind Sie mit Art. 3a Abs. 1 einverstanden?

- Ja
- Nein (bitte unten ausführlich begründen)
 - aus strategischer Sicht
 - aus finanzieller Sicht
 - aus logistischer Sicht
 - weitere Anmerkungen

Strategische Sicht

Das vom WBF verwendete Versorgungsmodell schätzt den Bedarf an Pflichtlager zu hoch ein. Realistischere Annahmen betreffend Dauer der Mangellage (Importstopp < 12 Monate) führen zu einem reduzierten Bedarf (siehe Allgemeine Bemerkungen).

Der Vorschlag, sämtliches Futtergetreide qualitativ durch duales Getreide, das sich in hoher Qualität zur menschlichen Ernährung eignet (z. B. Weizenkategorien Top und Klasse 1), zu ersetzen, ist aus mehreren Gründen nicht umsetzbar.

Die qualitative Veränderung der Pflichtlagerzusammensetzung entspricht nicht mehr dem Geschäftsmodell der Betriebe sowie der heutigen Pflichtlagerbewirtschaftung und ist damit nicht mit dem heutigen Pflichtlagersystem zu vereinbaren. Diese Pflichtlagermengen sind nicht mehr in die betrieblichen Abläufe integrierbar. Futtermittelhersteller müssten anstelle von Futtergetreide höherwertiges Getreide einlagern. Der Aufwand der Pflichtlagerhaltung würde dementsprechend maximal erhöht werden. Wird der vorliegende Artikel umgesetzt, kann das heutige Pflichtlagersystem, das sich auf die Prinzipien der Subsidiarität und des Primats der Wirtschaft stützt, nicht beibehalten werden. Die unternehmerische Handlungsfähigkeit würde so stark eingeschränkt werden, dass die Abwicklung der Pflichtlager zu einem betriebsrelevanten Zweck der Pflichtlagerhalter werden würde.

Getreide, das für die menschliche Ernährung geeignet ist, muss zusätzliche Auflagen betreffend Lebensmittelhygiene erfüllen. Der Aufwand für die Lagerung von höherwertigem Getreide ist deshalb grösser als der Aufwand für die Lagerung von Futtergetreide, das in Krisen und Mangellagen auch für die menschliche Ernährung geeignet ist. Es ist deswegen damit zu rechnen, dass die Pflichtlagerhaltung strukturell teurer wird.

Die Aufstockung der Pflichtlagermengen an Getreide benötigt zusätzliche Silokapazitäten von rund 245'000 Tonnen. Der Vorschlag, sämtliches Futtergetreide qualitativ durch höherwertiges Getreide zu ersetzen, erhöht den Druck auf die Lagerkapazitäten der Unternehmen zusätzlich. Die Futtermittelrohstoffe (z.B. Futtergerste, -weizen, Hafer, Mais, Mühlennebenprodukte) sind notwendige Bestandteile für die Mischfutterherstellung und beanspruchen auch bei einer allfälligen Aufhebung der Lagerpflicht Lagerkapazitäten. Der Vorschlag zur vollständigen Umwandlung der Futtergetreide in dual nutzbares Getreide (höherwertiges Getreide) führt zu aufwändigen Austauschprozessen und zu einer zusätzlichen

	<p>Lagerkapazitätsverknappung von rund 150'000 Tonnen, die im erläuternden Bericht zur Vernehmlassung nicht berücksichtigt wurden.</p> <p><u>Investitionssicherheiten:</u> Die Umsetzung der geplanten Aufstockung bedingt ein langjähriges finanzielles Engagement der betroffenen Unternehmen. Der Bund ist in die Pflicht zu nehmen, die zusätzlichen Siloinfrastrukturen mindestens über den Zeitraum der Abschreibungsperiode von 33 Jahren mit Pflichtlagermengen auszulasten, damit die Wirtschaftlichkeit der Investitionen für die Unternehmen gesichert ist. Ohne entsprechende rechtliche Rahmenbedingungen auf Stufe des Landesversorgungsgesetzes ist nicht gegeben, dass Unternehmen bereit sein werden, die notwendigen Investitionen zu tätigen.</p> <p><u>Flexibilisierung:</u> Die Bereitstellung zusätzlicher Pflichtlagerkapazitäten engt die Betriebskapazitäten der Unternehmen zusätzlich ein. Das starre Korsett von fixierten Pflichtlagermengen und rigider Freigabekriterien stellt im dynamischen Beschaffungsumfeld eine grosse Belastung für die Unternehmen dar und ist in seiner Absolutheit zu hinterfragen. Letztlich kann durch die Sicherstellung von genügend Betriebskapazitäten der Unternehmen das System der Pflichtlagerhaltung flexibler und damit robuster ausgestaltet werden.</p> <p>→ <i>Siehe Vorschlag réservesuisse unter Allgemeine Bemerkungen.</i></p>
Finanzielle Sicht	<p>Die Kosten von einmalig CHF 80.4 Mio. (Finanzierungsaufwand) und die wiederkehrenden zusätzlichen Lagerentschädigungen von rund CHF 18.9 Mio. p.a. müssen hinsichtlich Finanzierung analysiert werden.</p> <p>Die finanziellen Mittel für die Finanzierung der geplanten Aufstockung sind im Garantiefonds Getreide nicht vorhanden. Diese Finanzierung muss über eine Erhöhung des Garantiefondsbeitrages und/oder über eine teilweise Aufwertung der Pflichtlager (Erhöhung Eigenkapitalanteil der Pflichtlagerhalter am Warenwert) erfolgen. Die Finanzierung über die Aufwertung belastet die Pflichtlagerhalter einseitig und reduziert ihre Liquidität und/oder hat Einfluss auf die Eigenkapitalquote. Diese Art der Finanzierung ist zu Ungunsten der Pflichtlagerhalter, unter anderem könnte die Bonität der Unternehmen abnehmen. Deshalb muss die Äufnung der Garantiefonds primär über erhöhte Garantiefondsbeiträge erfolgen. Die im Bericht erwähnten Investitionskosten von CHF 245 Mio. decken nur die Mengenerhöhung ab. Wie oben ausgeführt, sind aufgrund der Auflagen (nur duales Getreide) weitere CHF 150 Mio. an Investitionskosten aufzubringen, um die Lagerung der anfallenden Nahrungs- und Futtermittel zu gewährleisten.</p> <p>Eine zusätzliche Herausforderung stellt der Renovierungsbedarf der bestehenden älteren Siloinfrastruktur dar. Dieser beläuft sich gemäss erläuterndem Bericht auf CHF 40 Mio. bis CHF 50 Mio., die von den Unternehmen zusätzlich über die nächsten Jahre zu realisieren sind und die auch Auswirkungen auf die Höhe der Lagerentschädigung haben dürften.</p> <p>Wie bereits oben geschrieben ist damit zu rechnen, dass die Pflichtlagerhaltung durch die Auflage, nur noch höherwertiges Getreide als Futtermittel lagern zu dürfen, strukturell teuer wird.</p>

	<p>Beurteilung: Die Erhöhung der Garantiefondsbeiträge zu Lasten der Zollbelastung dauert eine gewisse Zeitspanne. Dafür bleibt die Grenzbelastung WTO-konform. Die gezielte Erhöhung der Garantiefondsbeiträge zu Lasten der Zollabgaben ist im Rahmen des LVG (SR 531) Artikel 19 vorgesehen, indem die Garantiefondsbeiträge den Zöllen vorgehen.</p> <p>Aufgrund der Koppelung der Einnahmen des Garantiefonds Getreide an den Schwellenpreismechanismus ist bereits heute die Finanzierung für die Pflichtlagerhaltung der Warengruppe Getreide nicht nachhaltig gesichert. Eine Auflösung dieser Problematik bedingt einen finanziellen Mehraufwand in den nächsten Jahren (z. B. über die Bildung einer Reserve). Klar ist jedoch, dass die Finanzierungssicherheit im Garantiefonds Getreide durch die geplante Erhöhung der Pflichtlagermengen weiter abnimmt.</p>
Logistische Sicht	<p>Die benötigten Siloinfrastrukturen von 395'000 Tonnen (245'000 t + 150'000 t) stehen heute nicht zur Verfügung und müssen erst von den Pflichtlagerhaltern realisiert werden. Für die Planung, Bewilligung und vollständige Umsetzung dieser Infrastrukturbauten muss mit einer längeren Phase von bis zu 20 Jahren gerechnet werden. Erst wenn diese Infrastrukturbauten gebaut worden sind, kann die geplante Aufstockung der Pflichtlagermengen realisiert werden.</p> <p>Die Rotation der zusätzlichen Lagermenge von 395'000 Tonnen stellt eine zu grosse Herausforderung dar, weil die Systemkapazitätsgrenze überschritten wird. Die Waren können nicht mehr in ökonomisch sinnvoller Manier in die Transformationsprozesse überführt werden. Die unternehmerische Handlungsfreiheit wird zu stark eingeschränkt, was dazu führt, dass die Resilienz des Gesamtsystems reduziert wird. Erschwerend kommt hinzu, dass die Erhöhung der Pflichtlagermenge zur Folge hat, dass die jährliche Rotationsmenge künftig ca. 50 Prozent eines Jahresbedarfs nach Mahlweizen abdeckt. Es ist zu anzunehmen, dass dieser Umstand einen negativen Einfluss auf die Preisbildung im Markt haben wird. Denn es ist nicht gegeben, dass Pflichtlagerware und herkömmliche Ware vom Markt als identisch beurteilt werden.</p>
Weitere Anmerkungen	<p>Der Schweizer Markt kennt eine Splittung der Marktpreise von Getreide zur menschlichen Ernährung (u.a. Brotgetreide) und Futtergetreide. Zudem muss während einer Mangellage die einfache Überführung von Futtergetreide in die Kanäle zur menschlichen Ernährung ermöglicht werden. Dies bedingt gesetzliche Anpassungen und betrifft insbesondere das Lebensmittelrecht, da Futtergetreide nicht für die Produktion zugelassen ist. Auch das Zollrecht ist betroffen, da für die eingeführten Futtergetreide nachträglich der Verwendungszweck geändert werden müsste.</p>

SR 531.215.111: Art. 3a Abs. 2 (Glutenfreies Getreide)

Total von mindestens 40'000 Tonnen an glutenfreien Getreidearten an Pflichtlager

Sind Sie mit Art. 3a Abs. 2 einverstanden?

- Ja
 Nein (bitte unten ausführlich begründen)
 aus strategischer Sicht

	<input checked="" type="checkbox"/> aus finanzieller Sicht <input checked="" type="checkbox"/> aus logistischer Sicht <input type="checkbox"/> weitere Anmerkungen
Strategische Sicht	<p>Das vom WBF verwendete Versorgungsmodell schätzt den Bedarf an Pflichtlager zu hoch ein. Realistischere Annahmen betreffend Dauer der Mangellage und Prävalenz von Zöliakie führen zu einem reduzierten Bedarf (siehe Allgemeine Bemerkungen).</p> <p>Zusätzliche 25'000 Tonnen an Pflichtlager für glutenfreie Produkte sind markttechnisch nicht umsetzbar. Die gesamte Lagermenge von ca. 40'000 Tonnen entspricht ungefähr der Jahresbedarfsmenge an Reis. Aufgrund der Marktgegebenheiten (Sortenvielfalt, kundenspezifische Produktion, sich ändernde Präferenzen) kann die Rotation der Ware nicht garantiert werden. Die geforderte Menge an Pflichtlager ist deshalb nicht mit den betrieblichen Abläufen vereinbar. Wird der vorliegende Artikel dennoch umgesetzt, kann das heutige Pflichtlagersystem, welches sich auf die Prinzipien der Subsidiarität und des Primats der Wirtschaft stützt, nicht beibehalten werden.</p> <p>Für die Lagerung der zusätzlichen Pflichtlagermenge sind bei den betroffenen Pflichtlagerhalten keine Kapazitäten vorhanden.</p> <p>Mais zur menschlichen Ernährung wird nur in geringfügigen Mengen auf dem Schweizer Markt gehandelt. Deshalb stellt Mais aus betriebswirtschaftlichen Gründen keine echte Option als glutenfreies Getreide dar.</p> <p>➔ Siehe Vorschlag réservesuisse unter Allgemeine Bemerkungen.</p>
Finanzielle Sicht	<p>Die Kosten von einmalig CHF 30 Mio. (Finanzierungsaufwand) und die wiederkehrenden zusätzlichen Lagerentschädigungen von rund CHF 3.5 Mio. p.a. müssen hinsichtlich Finanzierung analysiert werden.</p> <p>Die für die Aufstockung benötigten finanziellen Mittel sind momentan im Garantiefonds Reis nicht vorhanden. Diese Finanzierung muss über eine Erhöhung des Garantiefondsbeitrages und/oder über eine teilweise Aufwertung der Pflichtlager (Erhöhung Eigenkapitalanteil der Pflichtlagerhalter am Warenwert) erfolgen. Die Finanzierung über die Aufwertung belastet die Pflichtlagerhalter einseitig und reduziert ihre Liquidität und hat Einfluss auf die Eigenkapitalquote. Diese Art der Finanzierung ist zu Ungunsten der Pflichtlagerhalter. Deshalb muss die Äufnung der Garantiefonds primär über erhöhte Garantiefondsbeiträge erfolgen. Hierbei gilt es jedoch zu beachten, dass die Erhebung von Garantiefondsbeiträgen an der Grenze nicht WTO-konform ist.</p>
Logistische Sicht	<p>Die Rotation der zusätzlichen Menge von 25'000 Tonnen Reis ist nicht gegeben. Der Umschlag auf dem Markt erfolgt schneller. Dieser dürfte ältere Ware kaum tolerieren oder nur aufgrund von hohen Preisabschlägen. Die benötigten zusätzlichen Lagerkapazitäten (2.5-fache der heutigen Menge) sind nicht vorhanden. Damit wird die Systemkapazitätsgrenze überschritten.</p>

	Dies bedeutet, dass die unternehmerische Handlungsfreiheit eingeschränkt und die Resilienz des Gesamtsystems reduziert wird.
Weitere Anmerkungen	Mais zu Speisezwecken (Tarifnr.: 1005.9021 + 1005.9029) ist der Pflichtlagerhaltung gemäss Anhang 5 der Verordnung über die Pflichtlagerhaltung von Nahrungs- und Futtermitteln (SR 531.215.11) nicht aufgeführt und somit sind diese Waren nicht der Pflichtlagerhaltung unterstellt. Diese Verordnung müsste angepasst werden, damit diese Ware ebenfalls der Pflichtlagerhaltung unterstellt werden könnte

SR 531.215.111: Art. 4 Abs. 1 (Proteinträger)

Senkung der Pflichtlager um 35'300 Tonnen (von heute 93'300 Tonnen auf 58'000 Tonnen)

Sind Sie mit Art. 4 Abs. 1 einverstanden?

- Ja
- Nein (bitte unten ausführlich begründen)
 - aus strategischer Sicht
 - aus finanzieller Sicht
 - aus logistischer Sicht
 - weitere Anmerkungen

Strategische Sicht

Die Umsetzung des Abbaus der Bestände von Geflügel und Schweinen ist in der im erläuternden Bericht vorgestellten Form nicht umsetzbar. Insbesondere muss mit einem längeren Zeithorizont gerechnet werden. In der Konsequenz bedeutet dies, dass der Abbau der Pflichtlager an Proteinträger nicht in dem Ausmass durchgeführt werden kann, wie er im erläuternden Bericht dargestellt wird (siehe Allgemeine Bemerkungen).

Die Proteinpflichtlagermengen sind erst in den letzten Jahren aufgebaut worden. Durch den nun geplanten Abbau ist die Amortisation der spezifisch für die Pflichtlagerhaltung erstellten Infrastrukturanlagen nicht gegeben. Wer die nicht amortisierten Investitionen decken soll, wird im erläuternden Bericht nicht festgehalten. Eine solche Pflichtlagerpolitik trägt nicht zur Vertrauensbildung bei. Unter Umständen kann sie sich sogar negativ auf die Versorgungssicherheit auswirken, weil die Bereitschaft in Pflichtlagerinfrastruktur zu investieren abnehmen könnte.

→ Siehe Vorschlag réservesuisse unter Allgemeine Bemerkungen.

Finanzielle Sicht

Der geplante Abbau würde nur rund ¼ der Kosten des Getreideaufbaus kompensieren.

Logistische Sicht

Die Proteinträger benötigen spezielle Silo-Infrastrukturen. Diese können nicht für den Aufbau andere Warengruppen, wie Futtergetreide, eingesetzt werden. Die freiwerdenden Kapazitäten stehen den Unternehmer wieder vollumfänglich für ihre betrieblichen Abläufe zur Verfügung.

Weitere Anmerkungen

-

SR 531.215.111: Art. 4 Abs. 2 (Rohproteinäquivalent)

Die alternativen Proteinträgerpflichtlager sollen bezüglich ihres gesamten Proteingehalts jederzeit einer äquivalenten Haltung von 25 % Sojaextraktionsschrot entsprechen

Sind Sie mit Art. 4 Abs. 2 einverstanden?	<input checked="" type="checkbox"/> Ja <input type="checkbox"/> Nein (bitte unten ausführlich begründen) <input type="checkbox"/> aus strategischer Sicht <input type="checkbox"/> aus finanzieller Sicht <input type="checkbox"/> aus logistischer Sicht <input type="checkbox"/> weitere Anmerkungen
Strategische Sicht	Die geforderte Flexibilität in der Bereitstellung der Pflichtlager kann damit erhöht werden.
Finanzielle Sicht	Es gibt keine direkten finanziellen Auswirkungen.
Logistische Sicht	Die weiteren Proteinträger können den Bedarf an Lagerkapazität erhöhen. Es sollte zudem bedenkt werden, dass die Umrechnung zu logistischem Mehraufwand führen könnte, weil die betriebswirtschaftlichen Prozesse nicht immer darauf abgestimmt werden können.
Weitere Anmerkungen	

Allgemeine Bemerkungen

Strategie

Die réservesuisse hat grosse Vorbehalte gegenüber den gemachten Annahmen des benutzten Modells zur Berechnung der Pflichtlagermengen durch die Wirtschaftliche Landesversorgung. So wird angenommen, dass während 12 Monaten kein Import von Nahrungs- und Futtermitteln möglich ist. Dies ist ein wenig wahrscheinliches Worst-Case-Szenario und führt zu einer Überschätzung der erwartenden möglichen Mangellage. Die Definition einer schweren Mangellage als totaler Importstopp, der bis zu 12 Monate dauern kann, ist nicht zielführend, weil es weder historische Präzedenzfälle gibt noch Argumente seitens WBF ins Felde geführt werden, wieso zukünftig vermehrt mit einem totalen Importstopp zu rechnen ist. Aufwand und Nutzen der beantragten Aufstockung der Pflichtlager stehen deshalb in keinem Verhältnis zueinander. Eine realistischere Annahme ist ein temporärer Teilausfall der Nahrungsmittelimporte.

Der Bericht postuliert, dass die Wertschöpfungsketten globaler und komplexer und die Risiken vielfältiger geworden sind. Die Pflichtlagerhaltung im Bereich «Ernährung» ist daher nicht isoliert zu betrachten, sondern im wirtschaftlichen Gesamtkontext zu analysieren. Der alleinige Ausbau der Versorgungsdauer im Ernährungsbereich ist nicht kohärent, da der Sektor auf Ressourcen wie Energie, Dünger, Saatgut, Pflanzenschutzmittel, und auch auf Verarbeitungskapazitäten angewiesen ist. Wenn diese Produktionsfaktoren über einen längeren Zeitraum nicht zur Verfügung stehen, trägt die geplante Erhöhung im Ernährungsbereich kaum etwas zur Stärkung der Versorgungssicherheit bei.

Die vorgeschlagene Aufstockung ist widersprüchlich, da einerseits die Mengen an dualem Getreide massiv aufgebaut und andererseits die heute vorhandenen Mengen Getreide zur menschlichen Ernährung umgelagert werden, d.h. Brotgetreide und Hartweizen werden zu Gunsten von Reis und Mais abgebaut.

Unverständlich ist zudem, dass das WBF die Bedarfsberechnung auf den Verbrauch der Jahre 2013 bis 2017/18 abstützt und nicht aktuellere Zahlen nimmt. Es stellt sich zum Beispiel die Frage, ob die Pflichtlagermengen bis zum Inkraftsetzen der neuen Verordnung schon wieder veraltet sind. Allgemein wäre für eine produktivere Diskussion wichtig, dass das WBF die vollständigen methodischen Grundlagen der Bedarfsberechnung offenlegt. Eine solche Offenlegung würde für mehr Transparenz sorgen.

Die Umsetzung des Vorschlags des WBF nimmt aufgrund der zu bauenden Lagerinfrastruktur ein bis zwei Jahrzehnte in Anspruch. Diese explizit für Pflichtlager gebaute Lagerinfrastruktur muss in der Folge während der gesamten Amortisationsdauer von ca. 33 Jahren wirtschaftlich genutzt werden können. Im erläuternden Bericht wird viel zu wenig auf den für die Vorlage massgebenden langen Zeithorizont von ca. 50 Jahren eingegangen.

Gegenvorschlag der réservesuisse Genossenschaft für eine Stärkung der Versorgungssicherheit

Die Auswirkungen klimatischer Veränderungen auf das wirtschaftliche und politische Fundament der Nahrungsmittelversorgung sind mit Unsicherheiten verbunden. Ebenso sorgt die zunehmend angespannte geopolitische Situation für weitere Unsicherheiten. Aufgrund dieser Beobachtungen kann argumentiert werden, dass es zukünftig wahrscheinlicher ist, dass die Gewährleistung einer permanenten Nahrungsmittelversorgung kurzfristig nicht gewährleistet sein könnte. Die réservesuisse stimmt deshalb dem Grundtenor des erläuternden Berichts des WBF zu, dass die Versorgungssicherheit ausgebaut werden kann. Essenziell ist jedoch, dass das System der Pflichtlagerhaltung auch zukünftig in der Wirtschaft verankert ist. Das

Fundament des Systems der Pflichtlagerhaltung der Schweiz müssen auch zukünftig die Prinzipien der Subsidiarität und des Primats der Wirtschaft sein. Deshalb schlagen wir eine Mengenerhöhung vor, die die Bedarfsdeckung für die Bevölkerung der Schweiz auf ca. 6 Monate im Sinne des Versorgungsmodells des WBF ausdehnt (d.h. mit eingeschränktem Konsum). Eine entsprechend dimensionierte Aufstockung ist mit den betrieblichen Abläufen der betroffenen Branchen vereinbar. Folgende Tabelle fasst den Vorschlag der réservesuisse zusammen:

Warengruppe	Ist-Menge (Tonnen)	Änderung (Tonnen)	Warenaufbau (in Mio. CHF)	Δ Lager- kosten (in Mio. CHF)	Infrastruktur- kosten (in Mio. CHF)
Speiseöle	35'500	4'500	14.8	0.8	
Reis	16'400	4'100	4.9	0.6	
Getreide z.m.E.	183'000	0	-	-	
Energieträger	300'000	80'000	21.5	5.6	ca. 80'000 m ³
- Backfähiges Getreide	150'000	80'000			
- Futtergetreide	150'000	0			80
Proteinträger	93'000	-15'000	- 10.2	- 1.5	
Kaffee	18'750	0	-	-	
Zucker	55'000	0	-	-	
			31.0	5.5	80

Die kürzere Bedarfsdauer von 6 Monaten führt dazu, dass die Pflichtlagermengenerhöhungen kleiner ausfallen. Zudem treffen wir für einzelne Warengruppen Annahmen, die vom Versorgungsmodell des WBF abweichen.

Reis

Bei einer Zöliakie-Prävalenz von ca. 1 % reicht eine Erhöhung der Reispflichtlager um 4'100 Tonnen, um die Ernährung der betroffenen Bevölkerung sicherzustellen.¹ Obwohl einzelne Pflichtlagerhalter über keine zusätzlichen Lagerkapazitäten verfügen, stehen die notwendigen Lagerkapazitäten für zusätzliche 4'100 Tonnen über die gesamte Branche gesehen zur Verfügung.

¹ [Zöliakie und Ernährung in der Schweiz \(2010\) \(admin.ch\)](#)

	<p><u>Speiseöl</u> Laut Modell des WBF müssten die Pflichtlager für Speiseöle für 6 Monate rund 35'500 Tonnen betragen. Weil wir den versorgungstechnischen Nutzen eines schnellen Abbaus der Bestände an Schweinen und Geflügel jedoch als gering einschätzen, kann in einer schweren Mangellage weniger pflanzliches Fett durch tierisches substituiert werden. Ein zusätzlicher Puffer von 4'500 Tonnen Speiseöl ist deshalb angebracht.</p> <p><u>Proteinträger</u> Da der Abbau der Tierbestände nicht wie im erläuternden Bericht dargestellt durchgeführt werden kann, muss der Abbau der Proteinträger auf 15'000 Tonnen beschränkt sein.</p> <p><u>Getreide zur menschlichen Ernährung und Energieträger</u> Der Vorschlag der réservesuisse stellt sicher, dass genügend für die menschliche Ernährung geeignetes Getreide gelagert ist, um die Bevölkerung während mindestens 6 Monaten bei reduziertem Konsum zu ernähren (Ersatz von Getreideimporten und Ersatz von Importen nicht lagerpflichtiger Lebensmittel). Die aktuellen Pflichtlagermengen von Weichweizen z. m. E. und Hartweizen in der Höhe von 160'000 Tonnen respektive 23'000 Tonnen sind beizubehalten. Backfähiges Getreide ist Getreide, das sich notfalls auch zur menschlichen Ernährung eignet, aber im Getreidemarkt der Schweiz als Futterweizen deklariert wird (ob importiert oder ob im Inland geerntet). Es ist nicht gleichzusetzen mit Getreide zur menschlichen Ernährung (Brotgetreide i.e.S.). Es gilt die notwendigen gesetzlichen Rahmenbedingungen zu schaffen, damit backfähiges Getreide während einer schweren Mangellage in die Verarbeitungsprozesse der Lebensmittelindustrie überführt werden kann. Die Beibehaltung der Pflichtlager an Futtergetreide stärkt das System der Versorgungssicherheit ebenfalls und trägt indirekt auch zur Ernährung der Bevölkerung bei.</p> <p><u>Dauer der Umsetzung</u> Während die physische Umsetzung des Pflichtlageraufbaus für Reis und Speiseöle einen Zeithorizont von bis zu 5 Jahren in Anspruch nehmen dürfte, muss für den vollständigen Aufbau der Getreidepflichtlager aufgrund der umfassenden Bauvorhaben mit mindestens 10 bis 15 Jahren gerechnet werden.</p>
Finanzierung	<p>Mit dem Vorschlag der réservesuisse lassen sich gegenüber der vorliegenden Aufstockung massiv Kosten einsparen. Dies entspricht rund CHF 53 Mio. am Wert des Warenaufbaus und CHF 11.5 Mio. pro Jahr an weniger Lagerentschädigungen. Aufgrund der geringeren Aufbaumengen lassen sich auch die Investitionskosten massiv auf CHF 80.0 Mio. reduzieren. Auch der Vorschlag der réservesuisse hat demnach zur Folge, dass sowohl betriebliche als auch finanzielle Ressourcen der betroffenen Unternehmen über einen beträchtlichen Zeitraum gebunden werden.</p> <p>Weil das System grundsätzlich nicht verändert wird, sondern lediglich gezielt ausgebaut wird, kann auch die wirtschaftliche Tragbarkeit für die betroffenen Unternehmen sichergestellt werden.</p>

Logistik	Die vorgeschlagene Erhöhung der Mengen an Pflichtlager für Speiseöle, Reis und Getreide sind mit den betrieblichen Abläufen der Unternehmen vereinbar. Dies trifft insbesondere auf die Rotation der zusätzlich eingelagerten Waren sowie auf die betriebswirtschaftlichen Kapazitäten zu.
Weitere Anmerkungen	<p><u>Bedarfmengen:</u> Die Mengen sollten in Monaten und nicht in fixen Gewichtsmengen angegeben werden, da dies eine flexible Anpassung an die effektiven benötigten Marktmengen erlaubt, ohne jeweils die Verordnung anpassen zu müssen.</p> <p><u>Kaffee:</u> Die im Verordnungsentwurf (Art. 3, Ziff.b) vorgesehene Erhöhung der Kaffee-Pflichtlager von heute 18'750 Tonnen auf neu 20'640 Tonnen ist in den vorliegenden Unterlagen nicht begründet. Da in der Schweiz globale Kaffeeunternehmungen mit hohen Produktionsmengen ansässig sind, wird eine zusätzliche Ausdehnung der Kaffee-Pflichtlager nicht als notwendig erachtet. Die aktuelle Menge bezieht sich je nach konjunkturellen Jahresschwankungen aufgrund der geltenden Verordnung für eine Bedarfsdeckung von 3.0 Monaten. Eine Änderung dieser Bedarfsbestimmung drängt sich nicht auf. Es wird deshalb beantragt, die Pflichtlagermenge von Kaffee wie bis anhin am Bedarf von drei Monaten abzumessen.</p> <p><u>Zucker:</u> Die im Verordnungsentwurf (Art. 3, Ziff.a) vorgesehene Beibehaltung der Zucker-Pflichtlager wird. Die Bedarfsmenge für die Pflichtlager an Zucker soll sich wie bis anhin am Bedarf von drei Monaten orientieren.</p> <p><u>Investitionssicherheiten:</u> Die Umsetzung der geplanten Aufstockung bedingt ein langjähriges finanzielles Engagement der betroffenen Unternehmen. Der Bund ist in die Pflicht zu nehmen, die zusätzlichen Siloinfrastrukturen mindestens über den Zeitraum der Abschreibungsperiode von 33 Jahren mit Pflichtlagermengen auszulasten, damit die Wirtschaftlichkeit der Investitionen für die Unternehmen gesichert ist.</p> <p><u>Flexibilisierung:</u> Die Bereitstellung zusätzlicher Pflichtlagerkapazitäten engt die Betriebskapazitäten der Unternehmen zusätzlich ein. Das starre Korsett von fixierter Pflichtlagermenge und rigider Freigabekriterien stellt im dynamischen Beschaffungsumfeld eine grosse Belastung für die Unternehmen dar und sind in ihrer Absolutheit zu hinterfragen. Letztlich kann durch die Sicherstellung genügender Betriebskapazitäten der Unternehmen das System der Pflichtlagerhaltung robuster und flexibler ausgestaltet werden. Konkrete Massnahmen sind mit der réservesuisse, sowie ihren Pflichtlagerhaltern auf ihre Machbarkeit zu prüfen.</p> <p><u>Garantiefondsfinanzierung:</u></p> <p>Die Finanzierung der Garantiefonds erfolgt heute über die Erhebung von Garantiefondsbeiträgen (bzw. in der Vergangenheit z. T. auch über eine Aufwertung). Die finanziellen Mittel für die Deckung der Kosten der Pflichtlagerhaltung hängen deshalb auch von der Höhe der Importe ab. Die geplante Erhöhung der Pflichtlagermengen bedeutet höhere Gesamtkosten der Pflichtlagerhaltung, ohne dass dabei die Importe zunehmen. Deshalb muss in Zukunft mit höheren Garantiefondsbeiträgen bzw. mit einer Aufwertung gerechnet werden. Das System der Finanzierung der Pflichtlagerhaltung über Abgaben auf Importen</p>

	wird dadurch geschwächt. Des Weiteren gilt es festzuhalten, dass bereits heute im grössten Garantiefonds (Getreide) keine nachhaltige Finanzierung gewährleistet ist.
--	---